

# LA DÉCOUVERTE DE LA PAROLE FONDATRICE : DISCOURS DE DÉPUTÉS (JUILLET-SEPTEMBRE 1931)

Danièle BUSSY GENEVOIS

*Université Paris 8 - ERESCEC*

*Pienso que es [España] el primer país  
latino [...] en que puede levantarse en una  
Cámara latina la voz de una mujer [...].*

Clara Campoamor<sup>1</sup>

Entre le 14 juillet 1931, date symbolique de l'ouverture des *Cortes* républicaines, et la crise de l'automne 1931 qui entraînera la démission des membres catholiques du Gouvernement provisoire — notamment Niceto Alcalá-Zamora —, le nouveau Parlement vibre des émotions des députés nouvellement élus et, parfois, novices. Le propos, dans l'espace imparti ici, ne saurait caractériser l'ensemble des procédés discursifs mis en œuvre, mais consistera à tenter de comprendre la capacité d'intervention des parlementaires ; tous n'y mettent pas la « modestie », d'ailleurs plus proclamée que réelle, de la radicale Clara Campoamor, avocate féministe qui arrachera, et avec quelle science de la parole, le droit de vote pour les femmes le 1er octobre. Mais tous, femmes (deux à cette date) et hommes, de l'extrême gauche (quatorze élus) à la droite minoritaire (trente élus), ressentent profondément et expriment la conscience de vivre une rupture historique.

Pour tenter d'analyser le rôle que chacun s'octroie dans cette assemblée où toute parole, et la contradiction qui lui est apportée, peuvent susciter les mêmes applaudissements, on a choisi de ne pas privilégier les rédacteurs de la Constitution — par exemple Luis Jiménez de Asúa présidant les 21 membres de la Commission de rédaction constituée le 29 juillet — ou les plus étudiés des parlementaires, comme Manuel Azaña dont la capacité oratoire entraînera des changements de cap politiques fondamentaux (pour mémoire, entre autres, le discours du 13 octobre sur les congrégations religieuses)<sup>2</sup>. Ce sont trois politiques d'âge et

d'expérience qui vont être observés : Eduardo Barriobero (républicain fédéral) pour son intervention du 28 juillet ; Fernando de los Ríos (socialiste) le 1er septembre ; Jesús María Leizaola (basco-navarrais) le 8 septembre ; il peut en effet être intéressant d'analyser comment les propos de ces représentants de l'opposition de gauche et de droite et le porte-parole d'un des partis gouvernementaux sont affectés par la nouveauté de la situation.

### Le moment de l'intervention

Dans ce bruissement des premières séances et dans l'exaltation de savoir ses déclarations reproduites dans les quotidiens, s'inscrire pour un tour de parole est une initiation à un nouveau champ d'expression verbale, quels que soient les pratiques et les lieux d'intervention antérieurs (Parlement de la Monarchie, université, église, loge maçonnique, tribunal, meeting ...). Ce moment est assez périlleux pour que des prêtres — éligibles au même titre que les femmes selon le décret du 10 mai 1931 modificatif de la Loi électorale de 1907 — confondent l'assemblée et la chaire<sup>3</sup> ; que des médecins s'entêtent à défendre des thèses anciennes<sup>4</sup> ; que des avocats réputés balbutient<sup>5</sup> ou que des universitaires peinent à trouver le ton juste.

En ouverture d'un discours qui lui vaudra une immense ovation, le plus prestigieux d'entre eux, José Ortega y Gasset, définit avec la clarté de l'élite l'attitude de son groupe, la *Agrupación al Servicio de la República* (seize élus), le 30 juillet 1931 :

Esta minoría [...] ha adoptado la resolución de no intervenir verbalmente, o hacerlo de la manera más sobria, en aquellos debates de mero forcejeo político, que no producen enriquecimiento espiritual a la Cámara o no llevan a modificar su ambiente, ni obtienen influencia eficaz, por tratarse de discusiones que [...] se hallan de antemano resueltas por la fuerza de los hechos o de la irreductible convicción.<sup>6</sup>

Ortega assure, certes, ensuite les députés de « son respect enthousiaste » et Azaña de son admiration personnelle pour la réforme de l'Armée ; mais la ferveur oratoire de ses collègues ne semble pas devoir être freinée par la nuance de mépris élégant de ses propos.

Deux jours auparavant et un mois après l'élection de l'Assemblée, le 28 juillet 1931, Eduardo Barriobero avait lancé une attaque vive à l'encontre du Gouvernement provisoire, incluant dans son ironie dévastatrice le ministre des finances socialiste Indalecio Prieto, pour se faire plus mesuré à l'égard du ministre du travail, Francisco Largo Caballero. Il ne rappelle d'abord son idéal fédéraliste que par de brèves allusions ou affirmations (« l'opinion espagnole réclame une République fédérale »), car ce qui motive son intervention est ailleurs : en ce jour, où le Gouvernement va demander un vote de confiance, il réplique aux déclarations, inacceptables pour lui, d'Alcalá-Zamora, une « diatribe » contre les

grévistes qui sèment maintenant le désordre alors qu'ils avaient bien supporté la Dictature de Primo de Rivera. Et dans le tutoiement collectif — il dit d'abord « Su Señoría » à ses collègues, il accuse :

Habéis fracasado totalmente como Gobierno revolucionario [...]. Habéis dado al pueblo, porque no podíais negársela, la sensación de un cambio en las formas de Gobierno ; pero la sensación de un cambio de régimen, se la debéis al pueblo todavía.<sup>7</sup>

Dans le réquisitoire, long jusqu'à provoquer l'irritation des auditeurs et même un échange de mots vifs opportunément inaudibles du secrétaire de séance, Barriobero s'en prend à la permanence des exactions policières (incidents de juillet à Séville, Murcie et, au moment de son intervention, à Valence) : usage de la force par la garde civile, arrestations d'orateurs de meetings, morts d'agitateurs ou présumés tels. Est-ce là le rôle d'un gouvernement populaire, incapable d'interrompre les tortures du sinistre Doval (qui se signalera encore, rappelons-le, en 1934) ? d'un gouvernement tremblant de peur en imposant son autorité au Cardinal Primat Segura qui complotait contre le nouveau régime (« el obispo trabucaire ») ?

[...] aparecen cuatro muertos en el Parque de María Luisa, los cuatro esposados [...] Yo voy a conceder que, esposados y todo se escaparan tres [...] y que en el camino fueran muertos ; pero el cuarto, Sr. Ministro, estaba amputado por el muslo y llevaba las manos esposadas ; ese no se podía fugar.<sup>8</sup>

C'est donc bien un « assassinat » qu'il dénonce à Miguel Maura et l'application en pleine République de la « Ley de fugas », à Séville.

L'intervention du « basco-navarrais » Leizaola se situe début septembre et n'est qu'un des avis exprimés par les différents groupes politiques sur le projet de Constitution débattu jusqu'au 9 septembre. Parlant après la rédaction du Statut d'Estella (14 juin) sur la volonté de reconnaissance du Pays Basque comme « entité naturelle et juridique », le nationaliste conservateur exalte bien « la personnalité caractéristique » des quatre provinces, martèle comme une devise de Sabino Arana « respect et liberté » pour le Pays Basque, mais tente aussi de rassurer les républicains par des propos émus :

[...] podéis estar seguros, Sres Diputados, de que ninguna dificultad os vendrá del País Vasco, y que será inútil que se hable de temores de guerra civil [...] ya que el pueblo vasco no la querrá, siempre que haya para él, como os acabo de decir, respeto y libertad.<sup>9</sup>

Mais l'auditoire aurait tort de croire terminé ce discours apaisant, même si Leizaola en annonce la conclusion ; le problème basque est remis au profit d'un autre sujet (« Procuraré ser breve, concreto y claro), le caractère liberticide du projet de Constitution « qui n'a d'équivalent dans aucun pays civilisé ». Et le projet attaquant selon lui l'enseignement, l'association et la religion, il s'arme d'une métaphore offensive, longuement filée :

Yo veo en este proyecto constitucional la mina, el barreno y la piqueta [...] Habéis puesto ahí muy bien la mina para atacar la religión y la mecha encendida y preparada para ello.<sup>10</sup>

Si Barriobero dénie la qualité de « républicain » aux républicains eux-mêmes et Leizaola celle de « civilisé » (l'article 43 du projet place la famille sous « la sauvegarde de l'État », accepte le divorce y compris par consentement mutuel et admet les enfants illégitimes à égalité de droits), tout autre est la motivation du discours de F. de los Ríos, dont le parti (116 élus) est l'axe du gouvernement et le rédacteur principal du projet ; la solennité de sa prise de parole, soulignée par le Président des *Cortes* Julián Besteiro, et communiquée au secrétaire de séance qui sème son compte rendu de majuscules, est claire :

Este Poder que nace en esta Constitución es un Poder querido, deseado, hijo legítimo de la voluntad de la comunidad española ; es una creación de la voluntad jurídica de la comunidad democrática.<sup>11</sup>

Au socialiste, donc, de repenser le pouvoir politique et de rythmer sciemment son discours du terme « comunidad », dans ses acceptions politiques et historiques. Pour lui, en effet, le moment de son intervention coïncide avec le « troisième moment créateur de l'Histoire de l'État » ; au XVI<sup>e</sup> siècle, l'Espagne — avec l'Angleterre et la France — a su fonder l'État moderne ; en 1812, avec la Constitution rédigée par les résistants à l'invasion napoléonienne, l'Espagne a créé le concept et le mot de « libéral ». En 1931, il y a à la fois reconnaissance du peuple créateur », comme dans les *Comunidades* contre Charles Quint et affirmation d'un État digne (« la personnalité étatique »), et ce moment exceptionnel, à la mesure des métaphores de naissance et de gestation qui appuient la pensée de l'orateur, doit être enregistré dans la Constitution en cours d'élaboration :

[...] nosotros necesitamos [...] una Constitución superadora de esa gran antítesis de Poder y Libertad [...]. Sólo cuando se llegue a esta cópula de Poder y Libertad, nosotros podremos superar nuestro ayer y salir al campo de un mañana nuevo.<sup>12</sup>

### Oralité et prégnance de l'écrit

Dans les trois interventions, aussi différentes soient-elles dans le ton (flot accumulatif chez le premier, parole embarrassée et agressive chez le deuxième, rhétorique construite chez le troisième), un rapport étroit entre techniques oratoires et ressources de l'écrit s'établit.

C'est ainsi que la préparation écrite des discours est probable ; bien sûr Barriobero, maître dans l'art de l'apostrophe préserve la spontanéité : il passe du « Usted » au tutoiement, donne les réponses aux questions qu'il pose, se place au premier plan (« yo creo que », « tengo que decir », « yo digo que no creo », « no voy a insistir más » ...) ; il est même, après le court incident qui l'oppose à « un Sr. diputado », près de s'en prendre au Président des *Cortes* lui-même :

[...] yo lamentaría mucho que este ambiente fuera de una permanencia tal que no pudiéramos hablar con libertad.<sup>13</sup>

Mais la préparation est perceptible : l'accumulation n'a de sens que parce qu'elle est passage en revue, avec notes préalables, de l'action de chacun des gouvernants. Pour Leizaola, le plan est simple, en trois parties : le problème basque ; le problème de la famille qui va déborder ce qui a motivé la prise de parole ; enfin une exaltation paradoxale de l'État fort, chez ce conservateur autoritariste. Quant à F. de los Ríos, il n'improvise qu'à la marge ; les enchaînements sont construits, pour mieux convaincre, et le plan est tenu : après quelques mots introductifs, le rappel général des moments clefs de la construction de l'État et l'exposé de l'apport des socialistes à la Constitution en débat (démocratie populaire et économie planifiée) ; un développement sur le problème régional, assorti d'une longue incise d'exaltation de la Castille, par l'Andalou qu'il est, afin de demander aux Catalans une position mesurée<sup>14</sup> ; et la conclusion revient sur « la situation historique de l'Espagne », en 1931, par rapport aux autres États européens.

Cependant, au delà de cette préparation, le rapport à l'écrit se manifeste aussi dans la nécessité d'avoir des référents textuels pour construire le propos et étayer la pensée.

L'argumentation requiert de s'appuyer sur la noblesse de l'écrit ; l'orgueil de Fernando de los Ríos se satisfait d'allusions à des ensembles de textes qui, affublés de majuscules, font fonction d'allégories : le Droit, l'Économie, les Constitutions (de 1812, 1834, 1837, 1845, 1869, 1876) — allégories batailleuses du libéralisme en butte à la réaction — ; les seuls auteurs que le socialiste mentionne, comme en passant, sont Saint-Simon et Proudhon accusés d'avoir mythifié et déformé le socialisme et le syndicalisme ; et vanité plus qu'orgueil, le texte de référence est son livre *Mi viaje a la Rusia sovietista*<sup>15</sup>, dont il ne cite pas les mots, mais garde l'idée fondamentale sur la différence dans l'Histoire entre ceux qui ont « pour finalité de vaincre » et « Nous, qui considérons que la finalité est de convaincre » ; il avait, déjà en 1922, semblé préférer les thèses de Spengler à celles de Marx et Lénine.

Pas d'autocitations chez ses deux collègues. Pour Barriobero, la référence textuelle est comme un socle si solide qu'il est inutile d'y insister : « l'appel au peuple » de Pi y Margall (autrement dit l'ensemble de son œuvre) ; au hasard du texte, les *Partidas* d'Alphonse X, Spencer et Dorado Montero lui seront de quelque utilité en matière juridique. Mais les référents principaux sont de tout autre nature : à la différence du socialiste, il se veut « interprète de l'opinion publique » (« en cuya fuente bebo todos los días ») en utilisant la presse ; il fait aussi preuve d'une connaissance précise de la législation du travail et des sentences du Tribunal suprême en la matière :

Me perdonaréis que llegue a estas minucias, pero ellas, precisamente, son las que soliviantan a los conglomerados obreros.<sup>16</sup>

Comment la salle peut-elle écouter sans frémir l'énumération, à laquelle il se livre, des incapacités non reconnues? Des doigts arrachés, une jambe, un bras droit ou une main droite estropiés ne sont pas des « incapacités permanentes »! N'est-ce pas là, dit l'orateur, l'origine de ces grèves si mal jugées par Alcalá-Zamora?

Pour Leizaola, le domaine social n'existe que sous l'angle de la morale chrétienne, mais il veut donner des gages de sérieux en se présentant en érudit besogneux et son respect de l'écrit sera mécanique :

Quando me convencí de que, al fin, era yo quien iba a consumir este turno de totalidad, empecé a buscar en librerías y bibliotecas un criterio de objetividad para poder argüir ante vosotros con hechos, no con apreciaciones ni supuestos.<sup>17</sup>

C'est donc chez l'ennemi idéologique du Parlement qu'il trouve ses arguments : le *Traité de criminologie* de Parmelec a été préfacé par Jiménez de Asúa et le traducteur de *Le suicide* de Durkheim est Mariano Ruiz Funes (Action républicaine, membre de la Commission).

«¿Qué dicen estos libros? Pues bien ; aquí de la objetividad y de la estadística ».

Les chiffres sont clairs ; en Allemagne les délinquants veufs et divorcés sont 50 % plus nombreux que les personnes mariées ; en Suisse, les délinquants divorcés sont sept fois plus nombreux que les célibataires, neuf fois plus que les veufs et douze fois plus que les mariés. Le Parlement s'agite, éclate de rire ; mais Leizaola poursuit son propos sur les suicides, cinq fois plus nombreux dans les pays où le divorce est autorisé. Les rires croissent :

Esto no es cosa de risa. Si por las Cortes constituyentes se implanta en la Constitución española el divorcio [...], vosotros, deliberadamente habréis cavado la fosa de 4 500 personas cada año (*Nuevas y grandes risas y rumores. El orador pronuncia algunas palabras que no se oyen*). Estos son datos.<sup>18</sup>

### Quelle république ?

À la date des débats étudiés, les modalités du nouveau régime restent à fixer ; un Barriobero décidé à se débarrasser du Gouvernement provisoire dit qu'il voterait cependant pour Alcalá-Zamora comme Président de la République ; un Leizaola défenseur des libertés basques ne s'oppose pas au régime républicain et défend même l'idée d'un État fort, mais « d'esprit serein » et sans immixtion dans les affaires privées et familiales.

Chaque intervenant s'efforce donc idéologiquement, mais aussi avec ses espoirs, ses craintes et ses rejets, de proposer sa vision du régime futur, en pesant sur l'instant. Pour Barriobero, intervenant fin juillet, donc avant la rédaction du

projet constitutionnel, les objectifs sont clairs et étroitement liés. Il revient en effet sur ce qui a fondé la légitimité de l'instauration de la République : pour les républicains, en plus du résultat des élections du 14 avril 1931, l'existence du pacte de gouvernement préalable dit de Saint Sébastien (17 août 1930) ; pour lui, seules les élections populaires ont légitimé *a posteriori* l'accès au pouvoir des gouvernants et ce pacte qui les « enchaîne au banc bleu — ministériel — » annonçait les « insuffisances fédérales » de la République à venir (rappelons que les trois représentants de la Catalogne et un Galicien, en l'absence des Basques, avaient accepté d'envisager un statut d'autonomie pour la seule Catalogne).

Il s'agit désormais, d'une part, de cesser de trahir l'esprit fédéral — le Gouvernement provisoire a dépêché « une légion » de gouverneurs civils dans les provinces — et, d'autre part, de changer le gouvernement ; il tend la main aux socialistes, tout en les menaçant de la prise de pouvoir par l'extrême-gauche, ce qui, étant donné le morcellement idéologique de celle-ci, est évidemment utopique sans alliances :

Yo digo al partido socialista que se decida a gobernar o que nos deje gobernar a nosotros.<sup>19</sup>

D'où la conclusion de cette intervention du vieux militant — il attend ce moment depuis cinquante ans, à l'en croire : rédiger une Constitution fédérale fondée sur l'autonomie municipale et le pacte inclus dans les thèses de Pi ; prévoir les arbitrages nécessaires et remplacer l'ordre public par la paix publique :

En mi concepto, habéis hecho bastante para pasar a la Historia ; pero habéis hecho bastante también para quedar completamente desplazados de la revolución.<sup>20</sup>

Puisque le Gouvernement obtient la confiance ce 28 juillet, c'est devant les mêmes gouvernants et la même assemblée que s'exprime Leizaola en septembre ; le poids de sa subjectivité, si évident dans le dégoût que lui inspirent les libertés inscrites dans le projet, se marque aussi dans les propositions nationalistes. Le parti qu'il représente peut-il se contenter de voir ses « aspirations reconues » dans le retour à la situation de 1919 qu'il préconise ? N'est-ce pas plutôt une stratégie pour transformer en « réalité effective » ce qui n'était qu'une proposition en 1919 ? :

[...] Y yo creo conceder alguna importancia al hecho de que en esa Comisión extraparlamentaria [constituída por Romanones], que entonces propusiera al Gobierno que se abriese un cauce a Álava, Vizcaya, Guipúzcoa y Navarra, a fin de que, unidas, se les reconociese su personalidad política, fuera ponente el actual Presidente del Gobierno de la República, Sr. Alcalá-Zamora.<sup>21</sup>

C'est donc à lui, Leizaola, — « le plus modeste de toute l'Assemblée » — de rappeler ses engagements antérieurs à celui-ci, qui ne devrait pas « voir d'inconvénients » à mettre en pratique ses dires d'autrefois. Le représentant du parti basque joue de sa communauté de religion, avec le Chef du Gouvernement,

pour que le Pays Basque accède à la « consolation » de la reconnaissance de son autonomie, remarquons que Leizaola ne s'est jamais permis de prononcer d'autre mot que celui de « personnalité » du Pays Basque, « séculaire », il est vrai, donc légitimée.

République fédérale et révolutionnaire, république autonomiste et respectueuse de l'Église catholique : il est donc revenu au représentant du Parti socialiste, F. de los Ríos, de fonder par sa parole le nouveau régime proposé par ses pairs.

Trois doubles pages du *Diario de Sesiones* recueillent son appréciation du projet de Constitution : sens de la justice sociale ; respect des normes du droit international ; place des syndicats (aux Catalans, à qui il s'adresse par deux fois, de maîtriser les « éléments ouvriers » turbulents, autrement dit les anarchistes, qui cèdent à « la suggestion mystique d'une vision paradisiaque ») ; solution régionale équilibrée entre un centralisme dépassé et le fédéralisme obligatoire, dans cette voie de l'autonomie offerte aux régions qui en feront la demande :

Es este principio, a su vez, de una enorme trascendencia. Creo, y me dirijo a algunos de mis queridos amigos de Cataluña, creo que, aceptado este principio por la Cámara, se inicia realmente una nueva etapa histórica para España.<sup>22</sup>

La démarche rhétorique est claire : il emploie le présent pour peser sur la décision des Catalans, mais également pour considérer le vote de la Chambre comme acquis, ce qui ne se fera que trois semaines plus tard ; l'importance du « yo » a crû pendant le discours, un « yo » qui n'a d'autres relations qu'amicales, sans brusquer les alliances comme Barriobero ou quêter l'entente des catholiques et même d'homme à homme, comme Leizaola. L'Espagne — et non la République — est au cœur de l'argumentation, accompagnée de l'évocation lyrique de la « plus intense émotion historique » ressentie de sa vie quand au Mexique on lui avait dit « par ici sont passés les conquistadores ». Dans tout le discours de F. de los Ríos, l'Espagne, la « patrie » est première.

Et sa grande réussite oratoire consistera à annoncer, non seulement les bienfaits futurs de la Constitution mais les possibilités immenses offertes à l'Espagne, en ce moment précis de décadence de l'Angleterre et de l'Allemagne, « conjoncture propice pour l'Espagne ». Barriobero avait bien fait allusion à la crise économique de 1929 pour souligner que l'Espagne était moins atteinte que d'autres pays par le chômage. Mais F. de los Ríos sait galvaniser les *Cortes* par un projet qui va bien au-delà de la situation politique interne et de la rédaction de la Constitution. L'homme politique qui connaît la Russie, les États-Unis, l'Amérique latine et l'Europe affirme en conclusion :

Históricamente estamos, pues, en condiciones excelentes no sólo para potenciar nuestra vida nacional, sino para crearnos una posición extraordinaria en el mundo internacional, porque yo pienso deciros, Sres Diputados, [...] que creo firmemente en

la posibilidad de un Anfitriónado hispánico [...] aspiramos a ser merecedores de la herencia de nuestros antepasados. Y si, para eso, es preciso limpiarnos el alma de algún rencor, debemos hacerlo, porque es preciso que España tenga la sensación de que somos hombres que llevamos la manquera firmemente y que abrimos las entrañas de la tierra española para arrojar en ella, en voleo, simientes de justicia.<sup>23</sup>

Éblouis par ce programme exaltant, oublieux de la démagogie, sensibles au lyrisme, les députés, debout, ovationnant « bruyamment » et très longuement F. de los Ríos, acclamé aussi par le public des tribunes.

La parole individuelle a donc pesé sur le moment historique, au-delà du discours militant prévisible et sectaire qu'annonçait Ortega. Celui-ci, on le sait, confiera à *El Sol* ses points de vue et n'interviendra que rarement aux Cortes ; en octobre 1931, il jugera sévèrement le manque de maturité de ses collègues et c'est dans un cinéma madrilène qu'il prononcera, le 6 décembre de la même année, son discours de « rectification de la République », retrouvant la pratique des opposants à la Monarchie une année plus tôt. Les parlementaires avaient cependant su, usant de toute leur force oratoire, percevoir le moment si éphémère que leur parole pouvait faire évoluer, à l'image de cette « Constitution ... transactionnelle, comme tout ce qui est en train de se faire en 1931 »<sup>24</sup>.

---

<sup>1</sup> C. Campoamor, *Diario de Sesiones de las Cortes constituyentes de la República española* (désormais *DS*), 23 IX 1931, p. 701 b (le texte est imprimé sur 2 colonnes).

<sup>2</sup> Parmi les nombreux ouvrages consacrés au futur Président du Conseil : A. Altad ; A. Egido ; M. F. Mancebo (éds.), *Manuel Azaña : pensamiento y acción*, Madrid, Alianza editorial, 1996 (col. AU, 859) ; M. A. Hermosilla Alvarez, *La prosa de Manuel Azaña*, Córdoba, Universidad de Córdoba, 1991.

<sup>3</sup> Intervention d'exaltation de la Vierge Marie du Père Molina en faveur du féminisme chrétien le 2 septembre 1931, *DS*, p. 1289 b.

<sup>4</sup> En particulier : le psychiatre Roberto Nóvoa Santos reprend le 2 septembre 1931 ses thèses de 1906, *La indigencia espiritual del sexo femenino*, *DS*, p. 728 b et suivantes.

<sup>5</sup> Victoria Kent, avocate des républicains devant le Tribunal militaire, se trouble lors de sa première prise de parole en faveur de l'égalité des sexes le 2 septembre, *DS*, p. 1285 b.

<sup>6</sup> En dehors des *Oeuvres complètes*, T. X et XI, une représentation accessible : J. Ortega y Gasset, *Discursos políticos*, Nota preliminar de P. Garagorri, Madrid, Alianza editorial, (Col. El libro del bolsillo, 500), 1974. Ici p. 134.

<sup>7</sup> *DS*, n°10, 28 VII 1931, p. 178 b.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 180 a. Il ne mentionne pas l'incident le plus grave, la destruction à coups de canon de la « Casa Cornelio », à Séville, le 23 juillet.

<sup>9</sup> *DS*, n°34, 8 IX 1931, p. 794 a.

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 794 b.

<sup>11</sup> *DS*, n°32, 3 IX 1931, p. 749 b.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 750 a.

<sup>13</sup> *DS*, n°10, p. 183 b.

<sup>14</sup> Cf. un hommage récent de la Communauté d'Andalousie : M. Morales Muñoz, (éd.), *Fernando de los Ríos y el socialismo andaluz*, Centro de ediciones de la Diputación provincial de Málaga, 2001.

<sup>15</sup> La première édition du récit du voyage effectué en 1920 est de 1921 ; la deuxième de 1922 ; la troisième de 1934. Réédition, Madrid, Alianza editorial, 1970 (Col. El libro de bolsillo, 235). En 1922 le prologue accorde à la Révolution russe «une dimension religieuse », p. 18.

<sup>16</sup> *DS*, n°10, p. 780 b.

<sup>17</sup> *DS*, n°34, p. 795 a.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 795 b.

<sup>19</sup> *DS*, n°10, p. 178 b.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 184 a.

<sup>21</sup> *DS*, n°34, p. 794 a.

<sup>22</sup> *DS*, n°32, p. 751 b.

<sup>23</sup> *DS*, n°32, p. 753 b.

<sup>24</sup> F. de los Ríos, *DS*, n°32, p. 751 a.